

Avis et communications

AVIS DE CONCOURS ET DE VACANCE D'EMPLOIS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Avis de vacance d'emplois dans les fonctions d'auditeur au Conseil d'Etat

NOR : JUSE2128919V

Le Conseil d'Etat recrute des fonctionnaires sur l'emploi fonctionnel d'auditeur, par la voie du détachement ou de la mise à disposition. Les auditeurs sont membres du Conseil d'Etat. Ils exercent la fonction de juge au sein de la juridiction administrative suprême et participent à l'adoption des avis rendus au Gouvernement et au Parlement sur les projets de texte et les questions dont le Conseil d'Etat est saisi.

Ces emplois sont offerts aux membres des corps et cadres d'emplois suivants, justifiant à la date du 1^{er} janvier 2022 d'au moins deux années de services publics effectifs en cette qualité :

- 1° Administrateurs civils ;
- 2° Administrateurs de l'Assemblée nationale ;
- 3° Administrateurs de la ville de Paris ;
- 4° Administrateurs de l'Institut national de la statistique et des études économiques ;
- 5° Administrateurs du Sénat ;
- 6° Administrateurs territoriaux ;
- 7° Conseillers des affaires étrangères ;
- 8° Ingénieurs des mines ;
- 9° Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;
- 10° Membres du corps de l'inspection générale de l'administration ;
- 11° Membres du corps de l'inspection générale des affaires sociales ;
- 12° Membres du corps de l'inspection générale des finances ;
- 13° Personnels de direction des établissements mentionnés aux 1^o et 2^o de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et relevant du décret n° 2005-921 du 2 août 2005 ;
- 14° Sous-préfets.

Les deux postes offerts peuvent être pourvus au titre de la mobilité statutaire. Les auditeurs exercent leurs fonctions au Conseil d'Etat pour une durée de trois ans à l'issue de laquelle ils peuvent être intégrés dans le corps des membres du Conseil d'Etat au grade de maître des requêtes.

Le dossier de candidature, composé d'une lettre de motivation et d'un *curriculum vitae* détaillé, doit être adressé au plus tard le mardi 2 novembre 2021 inclus, uniquement par voie électronique, à l'adresse suivante : bureau-recrutements@conseil-etat.fr.

La date de prise de fonctions souhaitée est le 1^{er} janvier 2022.

Tous les renseignements complémentaires sont disponibles sur le site internet du Conseil d'Etat (www.conseil-etat.fr), rubriques « Conseil d'Etat », « Recrutement et Stages », « Devenir membre du Conseil d'Etat ».